

CRISE du Pacte Atlantique

La liquidation de Staline est décidément une perte cruelle pour Wall-Street.



L'échéance (D'après The Militant.)

L'alliance atlantique grince. L'armée européenne et l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest restent en panne.

En Corée, les représentants du dollar se livrent aux contorsions les plus variées pour empêcher à tout prix la conclusion d'un armistice.

Car l'armistice en Corée serait une catastrophe pour les magnats qui ont porté Eisenhower au pouvoir.

Wall-Street constate le divorce grandissant entre les besoins de défense des profits et ceux de sa politique d'alliances.

En effet, les intérêts immédiats des impérialismes européens et spécialement ceux de l'impérialisme anglais, divergent avec ceux de Wall-Street.

Winston Churchill, mécontent de l'immixtion de Dulles dans ses affaires égyptiennes, avait écrit la crise du pacte atlantique ; il demande l'armistice en Corée ;

FAVRE-BLEIBTREU. (Suite page 3.)

LA LUTTE EN FRANCE. ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS. PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE. SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris. ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. - 6 MOIS : 200 FR.

REALISER L'UNITÉ D'ACTION JUSQU' AUX BUREAUX CONFEDERAUX

Premier pas pour donner une solution ouvrière à la crise

GRAVE crise, dit la presse bourgeoise. L'héritage Mayer comprend en effet comme premiers postes : un déficit budgétaire de 700 milliards, économies déduites ; une guerre d'Indochine plus catastrophique chaque jour et des luttes ouvrières montantes.

même ne révèle nulle part comment il comptait combler son déficit de 700 milliards ; comment il conciliait la construction de l'armée européenne et la guerre en Asie avec une politique d'investissements et de construction d'habitations.

Quelle est la ligne du P. C. F. ?

DEPUIS l'interruption de la conférence de Genève, le jour de la mort de Staline, aucune définition de la politique d'ensemble du P.C.F. n'a été tentée par ses dirigeants.

Soul Jacques Duclos a esquissé un bilan, et amorcé la définition d'une orientation au lendemain des élections municipales.

Et Dulles tente de fixer des objectifs aux militants du P.C.F., qui ne sont pas très conformes à son désir « d'en finir avec le capitalisme ».

Michel LEQUENNE. (Suite page 2.)

Négociez avec Ho-Chi-Minh !

LE sens de la campagne du Laos est maintenant clair. Par elle, sans parler des humanités indochinoises, l'armée populaire vietnamite a fixé des critères français considérables dans des « horizons » qui ne peuvent être ravivés, sans empêcher que les troupes s'y démolissent.

Les anciens partisans bourgeois de la négociation au Vietnam, telle l'équipe du « Monde » ont beau jeu de rappeler leurs avertissements et de parler une langue veulotte, mais le front est solide qui se déplaçait vers des belles-lettres à la Foster Dulles, jusqu'aux tranquilles de piastres, très résolus à continuer la guerre.

M. Mayer s'était résolu à dévaliser le Vietnam, tout en sachant que cela ne changerait pas grand chose aux factieux indochinois. Mais il a fait faillite et il lui faut couper court à un camp de presse qui visait si haut. Il est caractéristique du régime que le premier président du groupe consulté par le Président Auriol pour former le cabinet, ait été Diethelm de l'ex-R.F.P., mais en accusation de mensonge dans la presse satirique et qui n'a pas jugé nécessaire de se disculper.

Le général Salan, trop compromis, timide et remplacé par le général Navarre, la guerre continue. Elle continue avec le résultat d'une décomposition honteuse, masquée de mensonges trop gros pour l'opinion publique.

Le mot d'ordre : Négociez avec Ho Chi Minh et retirez les troupes, retenez toujours plus largement. Le congrès du M.R.P. quoique timidement se prononce pour la négociation. Le mot d'ordre n'est plus seulement celui de la classe ouvrière, mais de tout ce qui dans ce pays ne vit pas dans d'infâmes négociés ou dans l'hystérie ; c'est le premier mot d'ordre du programme commun de tous les travailleurs.

Daniel RENARD.

LA LUTTE DES CASTES EN U. R. S. S.

LES dernières années du règne de Staline furent celles des désillusions. La bureaucratie soviétique était mise face à son destin. La théorie du « socialisme dans un seul pays » qui avait bercé son enfance devenait la cruelle réalité de l'enfermement impérialiste, de la préparation accélérée de la guerre contre l'U.R.S.S.

(et non d'un quelconque Rioumine) qui publiait en janvier, sous la signature d'un général, un communiqué annonçant un comploi de médecins contre la vie des généraux soviétiques, les généraux semblaient faire la loi.

La bureaucratie soviétique est devenue comme nous l'avons déjà vu, non le seul militaire, mais se gourrait rigoureusement dans tous les secteurs de l'appareil soviétique, non sans difficultés et grincements toutoifs.

Huit gouvernements de Républiques ont été remaniés. Tchenokov, nommé co-directeur de la revue « Kommunist » au 19e Congrès, est débauché, puis se gourdait rigoureusement dans tous les secteurs de l'appareil soviétique, non sans difficultés et grincements toutoifs.

On remet en place les amis de Slansky, en Tchecoslovaquie et ailleurs... sauf en Allemagne orientale où la commission militaire soviétique monte une affaire contre le dirigeant communiste Dahlem, en se reprochant de n'avoir pas assez bien traqué les slanskyistes allemands !

L'OFFENSIVE RESTAURATIONNISTE

Que représente donc cette caste militaire qui provoque tant de remous dans la vie politique soviétique ? Sa base de masse ? Celle des paysans kolchoziers, avec leurs tendances encore vivaces à reconstruire la propriété privée petite bourgeoise.

Les intérêts propres à ces deux castes superprivilegiées combient de biens et d'honneurs mais perpétuellement menacés de la perdre à l'occasion d'une séparation bureaucratique ou d'un « tournant gauche »

R. GARRIVE. (Suite page 3.)

L'affaire des médecins et son dénouement, rappelés, ont mis en lumière le rôle de Casabianca et d'autres. C'est le secrétariat particulier de Staline

Messali Hadj est déporté depuis un an

LE 14 mai 1952, à Orléansville, dans le département d'Oran, le leader nationaliste algérien, président-fondateur du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.) en Algérie, était brutalement déporté. Cette provocation d'Orléansville se soldait par la mort de deux jeunes ouvriers algériens.

Emmené par avion militaire jusqu'à Boufarik et de la transféré jusqu'à Villacoublay, Messali Hadj se retrouvait à Niort.

Depuis un an, le dirigeant algérien mené dans cette préfecture provinciale une vie de prisonnier. La presse a été étrangement muette sur cet anniversaire. De l'Humanité à L'Europe, tous se sont tus. France-Tribune, de son côté, déclare que « le M.T.L.D. signale qu'il y a un an que Messali Hadj est exilé à Niort ». Ces quelques lignes, dans leur brièveté, sont presques que le silence de ceux qui veulent se faire.

Jean Rous du « Congrès des peuples », rédacteur à France-Tribune, en serait-il l'auteur ?

Il y a un an, la Tunisie était à feu et à sang. Les massacres et les provocations ne cessaient de se perpétuer. Et c'est au moment où Messali Hadj organisait une tournée dans le département d'Oran, qu'il fut d'abord interdit de séjour, puis expatrié à Niort.

L'événement prend alors tout son sens. Non seulement l'impérialisme français craignait les réactions anticoloniales des masses algériennes, mais il craignait encore plus la conjonction de tout le Magreb arabe contre l'ensemble de son système d'exploitation. La grève générale du 23 mai en Algérie, puis le mouvement des Casabiancas ont montré combien ces craintes étaient justifiées.

La volonté d'émancipation des ouvriers et paysans d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, résident et gouverneur général ont répondu par un renforcement de la terreur.

Une délégation du C.C. du P.C.I. s'est rendue à Niort récemment pour présenter ses vœux au président d'honneur du M.T.L.D. Messali Hedi, à l'occasion de son anniversaire.

Stéphane JUST. (Suite page 4.)

de tous les pays

YUGOSLAVIE
NOUVEAU PARTAGE DES TERRES
Un nouveau décret porte de 30 hectares à 10 hectares la limite supérieure de la propriété agricole.

UN TRAITE ROUMAINO-YUGOSLAVE
Un accord a été signé entre la Yougoslavie et la Roumanie concernant la navigation sur le Danube.

KENYA
Plusieurs milliers de gardes nationaux recrutés par les indigènes dans un but de résistance anti Mau-Mau.

Les députés Pagez et Grilinis (travailleurs) sont intervenus à la chambre des communes pour protester contre les « actes d'indiscipline » (exécution sommaire) dont se sont rendues coupables les forces de répression.

UN TESTAMENT DE STALINE ?

Le « Testament de Staline », reproduit par quelques journaux est un faux manifeste.

Des obscurs auteurs ont cherché à prouver que la nouvelle politique intérieure et extérieure de l'U.R.S.S. n'est que la continuation de celle de Staline.

Restait à expliquer l'origine du document et voir ce qu'il offrait qui n'a fabriqué à l'imagination.

Poskrebeychev, secrétaire particulier de Staline, se serait écrié « U.R.S.S. au lendemain de la mort de Staline avec le précieux « testament ». Ainsi, c'est la seule chose que Staline n'aurait pas prévue en rédigeant ce testament.

ABLO CHANGE DE PEAU

des politiciens ont ainsi connu une banqueroute prouvée par la rapidité et son ampleur. Pablo va-t-il en tirer et disparaître de la scène politique ?

La nouvelle équipe qui règne au Kremlin après avoir liquidé Staline, reste l'agence de la bureaucratie soviétique privilégiée de l'U.R.S.S.

Renaissance de l'impérialisme allemand

C'est un fait bien connu que l'Allemagne n'a pas été profondément atteinte par la guerre. En comparaison avec 1939, l'appareil économique allemand est aujourd'hui beaucoup plus puissant et beaucoup plus concentré.

Depuis deux ans l'impérialisme allemand réapparaît de plus en plus comme une force politique sur l'arène mondiale. Trois faits en sont la cause : son développement économique, la stabilisation de la situation sociale grâce à l'appui de la social-démocratie et à l'extrême faiblesse du parti stalinien.

La libération des criminels de guerre, du gang des généraux allemands et des dirigeants S.S. a été accélérée. La bourgeoisie allemande profite de cette situation internationale avantageuse pour elle.

La libération des criminels de guerre, du gang des généraux allemands et des dirigeants S.S. a été accélérée.

parcel de réversion, comme la Font déclarait ouvertement à plusieurs reprises, est essentiellement destiné à faire face à un radicalisme éventuel de la classe ouvrière.

De plus, l'impérialisme américain comme la bourgeoisie allemande ont différé leur apparition de la répression extra légal.

Les anciens dirigeants S.S. ont pu rassembler plusieurs milliers d'entre eux dans un meeting public ; les dirigeants d'actuel sont recueillis par une organisation légale, tandis que la P.D.J. (jeunesse stalinienne) est interdite.

La libération des criminels de guerre, du gang des généraux allemands et des dirigeants S.S. a été accélérée.

La libération des criminels de guerre, du gang des généraux allemands et des dirigeants S.S. a été accélérée.

Après un an de révolution PERSPECTIVES BOURGEOISES

Le 9 avril 1952, le Mouvement National Révolutionnaire, appuyé par le soulèvement des masses ouvrières et paysannes s'empara du pouvoir à Cochabamba.

Maître le M.N.R. est un parti petit-bourgeois par sa composition sociale et par son « idéologie ». L'opposition entre les masses ouvrières et la direction petite-bourgeoise, pose dès le départ, et a été empêché.

Devant cette incapacité foncière du M.N.R., contrôlé d'ailleurs par les bourgeois et les militaires, la direction de la C.O.B. s'est montrée parfaitement incapable.

L'agitation croît rapidement, tant à la ville qu'à la campagne. Dans cette dernière, des fédérations paysannes puissantes, telle celle de la vallée de Cochabamba, se sont créées, où les camarades du P.O.R. (Parti Ouvrier Révolutionnaire) jouent un rôle important.

En résumé, la situation se tend chaque jour davantage entre les masses ouvrières et paysannes organisées en fédérations paysannes et syndicats locaux.

Cette situation impose les mots d'ordre lancés par nos camarades du P.O.R. dans leur manifeste du 9 avril.

MUZENBERG.

LA BATAILLE DES CASTES EN U.R.S.S.

(Suite de la première page)
du Parti. Ses alliés naturels ? Une couche de hauts dirigeants de l'industrie, enivrés de succès économiques qu'ils croient dûs à leurs mérites, plus que jamais rapaces, plus que jamais avides d'obtenir de nouveaux privilèges et de ces garanties sociales, acquis dans l'esprit du laissez-faire capitaliste par la chasse constante qu'ils doivent mener pour à leurs maîtres premières et à leur « main-d'œuvre, et à qui le Parti doit constamment adresser ses appels au respect de la propriété sociale.

bureaucratie tarée. La pression impérialiste à son tour venait renforcer extraordinairement ces courants, et par delà le passage de l'état ouvrier à l'état bourgeois, le salut individuel, l'accord avec l'impérialisme (dès maintenant ou à l'issue d'une guerre) donnant en toute propriété aux bureaucraties les fruits de la production de riches russes au capital américain.

liquidation de Staline, contre-épreuve généralisée, reconcentration des pouvoirs, théorie de la « direction collégiale » et la traduction dans le retour à l'ancien Politburo (véritable contre bonapartisme Bonaparte), substitution à l'Arbitre Suprême, faute de mieux, d'un Cour d'arbitrage sous l'autorité de laquelle la bureaucratie va tenter de se survivre.

La seconde tâche est d'assurer au fragile contre bonapartisme une base de masse, indispensable pour garantir la légitimité de la succession et plus encore pour mener à bien l'offensive projetée contre les tendances de droite. Les mesures « démocratiques » telles que l'amnistie, la critique des méthodes policières, la promesse d'un Code pénal plus juste (qui d'ailleurs semble bien être tombé en désuétude) jouent dans ce sens.

Pour l'instant, elle exalte de façon lyrique « les liens de sang du P.C. avec le peuple », en particulier dans un éditorial de « Kommunist » (n° 6) où il est dit : « Le Parti doit permettre aux masses de se convaincre par leur propre expérience de la justice de la politique du Parti. Pour le renforcement de notre Etat et la croissance de l'activité politique des travailleurs, la réalisation continue et conséquente des principes du démocratisme socialiste possède une importance de premier ordre... »

La « Pravda » du 8 mai permet l'amélioration de l'appareil d'Etat. Elle découvre que beaucoup d'organismes sont inutiles, parasitaires et routiniers, et ceci en particulier dans la République de Tartarie. Beaucoup de fonctionnaires, par ailleurs méritent leurs intrus au-dessus de ceux de l'Etat. La « Pravda » insiste en conclusion sur le rôle du Parti dans le contrôle de l'appareil d'Etat, et affirme la nécessité de renforcer le sentiment du travailleur, d'être le maître du pays, de renforcer la démocratie soviétique.

Il est clair qu'il s'agit pour Bria-Malenkov, de donner à la bureaucratie le sentiment d'être le maître en U.R.S.S. Il est noté moins clair que le travailleur soviétique est tout à fait capable de prendre ses « sentiments » au sérieux et de saisir, un jour prochain, les oligarques du Kremlin par le cou sur leur propre tête.

Aux sommets dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. incombait la tâche de jouer ce rôle à la place de Staline, et de rétablir l'équilibre compromis par les forces sociales.

Pablo, ce partisan chevronné de la démocratie prolétarienne la plus totale, dans un article sur la dictature du prolétariat (« Quatrième Internationale », avril 1953), après avoir soutenu qu'il y avait de bonnes choses à emprunter à la démocratie bourgeoise, dit : « Le pouvoir prolétarien ne doit souffrir aucune limitation dans l'expression de sa véritable nature : être la démocratie la plus large pour la classe... Il ne faut par conséquent admettre aucune justification d'un régime bureaucratique qui théorise l'expriation politique effective de la classe... »

DEFENSE DU TROTSKISME

Si Pablo semble abandonner aujourd'hui certaines de ses idées trotskistes fondamentales, c'est seulement afin de tromper le mouvement trotskiste international pour mieux lui imposer une orientation liquidatrice.

C'est automatiquement, il le faisait résider hier dans le développement des forces productives des Etats ouvriers, qui devait assurer le développement du prolétariat par dans son rapport au 12^e plénum du C.E.I. (novembre 1952) : « D'ici 5 à 10 ans la coalition U.R.S.S.-Chine. Démocraties populaires pour avoir une production effective globale qui pourrait être considérée comme voisine de celle de l'impérialisme coalition... »

Le verdict de deux ans d'expérience

Le verdict de deux ans d'expérience

Le verdict de deux ans d'expérience

Le verdict de deux ans d'expérience

G. BLOCH
Mal 1953.

CRISE ATLANTIQUE

(Suite de la première page)
Il suggère en Europe un nouveau pacte de sécurité collective.

Ces incartades provoquent l'indignation de l'administration et de la grande presse U.S. Mais déjà, Washington a tiré les conclusions de l'impossibilité de plus attendre passivement la crise de son économie d'armement, elle en modifie l'orientation.

L'armée de l'Air (destinée à la guerre en Europe) est sacrifiée au renforcement de la marine (destinée à la guerre en Asie).

Mais ces nouveaux objectifs vont à l'encontre de la volonté de paix des masses américaines ; ils heurtent les intérêts britanniques ; les impérialistes français, pour lesquels les intérêts américains sont les avantages de la guerre d'Indochine passent avant la « croisade contre le communisme » à l'américaine, sont eux-mêmes réticents aux projets d'internationalisation de leur guerre.

Dans ces conditions l'impérialisme yankee devra, pour écarter le krach, s'orienter de plus en plus vers la stratégie Mac Arthur d'expansion de la guerre américaine en Extrême-Orient, sans égard aux inévitables répercussions dans le système des alliances atlantiques.

Mais l'espoir renaît, après trente années de recul et d'effacement, de voir le prolétariat soviétique reprendre sa marche en avant contre les impérialistes et se placer dans la révolution mondiale.

SUR LE FRONT OUVRIER

Maintenant, Unité d'action des bureaux confédéraux

Le fait le plus important des dernières semaines est sans conteste le développement et l'extension d'accords passés entre syndicats et même fédérations de toutes tendances, de grands espoirs et impulsant le renouveau des luttes et de la combativité ouvrières.

L'exemple de la métallurgie parisienne et de Renault est le plus caractéristique. Le patronat manœuvre, frappe mérité, mais il ne peut entamer le bloc ouvrier. Chez Renault, les ouvriers du 74 doivent reprendre le travail, mais ils ne permettent pas à Lefebvre de manœuvrer comme il l'entendait ; par de nouveaux débrayages, ils font annuler toutes les sanctions, tous les licenciements sauf ceux de Lefebvre, au point que l'usine comme d'habitude n'est plus utilisée, au point que la presse, après le lock-out.

Pourtant, ce n'est qu'en de très rares cas que le patronat cède et accorde satisfaction aux ouvriers. La raison en est simple et la commission ; les revendications posées, comme les 25 francs et les trois semaines de congés payés, sont des revendications nationales, ne pouvant être satisfaites que nationalement.

Les métallos, lorsqu'ils demandent à leurs fédérations de s'unir, posent cette revendication pour coordonner toutes les luttes de la métallurgie, organiser des démonstrations d'ensemble à l'initiative de la grève d'avertissement de 24 heures du métro-bus. Ils démontrent par là qu'en répondant aujourd'hui avec peu d'empressement à la tactique « luttes de harcèlement » par une « lutte de bloc », ils ont conscience que la lutte par usine ou ateliers ne peut être qu'une étape et que la mobilisation des secteurs ouvriers encore attardés ne pourra se faire qu'à travers des démonstrations d'ensemble, impulsées par tous les syndicats unis, mais ce n'est pas seulement à l'échelle d'une corporation, mais à celle du pays que se posent ces problèmes. Une des conditions indispensables pour coordonner les luttes qui se développent dans les secteurs les plus divers de la classe, c'est l'unité d'action entre toutes les confédérations.

L'unité d'action se développe, c'est vrai, mais l'unité d'action dans une usine plus une usine plus une fédération plus une autre fédération, etc., ne constitue pas l'unité d'action de la classe ouvrière. Cela constitue seulement une étape, indispensable, il est vrai, mais qui maintenant doit permettre la réalisation de l'unité d'action syndicale au niveau le plus élevé, celui des bureaux confédéraux.

S'ils pensent que l'unité d'action est utile à la classe ouvrière, comme le démontre tout accord tel que celui proclamé (pour la C.G.T.), qu'attendent-ils pour le réaliser entre eux ?

C'est un tel Front Unique qui ouvrirait aux ouvriers une perspective pour leur lutte, la perspective que cette fois-ci ils ne se battraient pas corporation après corporation sans que rien n'ait été fait pour unifier leur lutte.

La voie des comités d'unité d'action existant dans les usines s'est déjà fait entendre dans des notions réclamant l'unité d'action à l'échelle d'une corporation.

Ces comités d'unité d'action doivent et peuvent se créer dans toutes les usines, chaînes, ateliers, bureaux, chantiers. Consolidant l'unité d'action des syndicats et des fédérations, ils pourront porter leurs appels et notions jusqu'aux bureaux confédéraux.

C'est cette unité d'action à son échelon le plus élevé qui, coordonnant l'action de toute la classe ouvrière, élargissant son combativité, sa combativité et toujours plus larges, permettra à la classe ouvrière de faire piler le patronat et l'Etat-patron.

Roger SONTET.



COORDONNER LA LUTTE des travailleurs des Métro-Bus avec celles des autres corporations

COMMENTARIUM le développement des luttes à la R.A.T.P., le dernier numéro de « La Vérité », insistent sur l'importance des perspectives à ouvrir aux ouvriers. C'est maintenant la question décisive, après deux mouvements de grève de 24 h, qui ont marqué un développement de l'unité d'action. Faute de réponse, c'est l'impasse, et peut-être même l'écroulement de ce qui a été construit en plusieurs semaines d'efforts ; le Comité d'Entente sur le métro-bus n'est que le Comité d'Entente sur le métro-bus, et le syndicat Autonome Tracfon.

La grève du 24 h, du mardi 12 mai avait démontré l'efficacité des propositions unilatérales aux autres organisations. Bien que ces efforts insuffisants aient été faits à la base pour exploiter à fond ces propositions unilatérales (espérons que même à l'occasion du 1^{er} mai, il ne fut pas déçu de tracts par le syndicat C.G.T.), bien que seul le syndicat C.G.T. ait été partisan de cette grève de 24 h, elle entraîna nombre de travailleurs appartenant aux autres organisations, sans parler des inorganisés, qui dans leur grande majorité participèrent au mouvement.

La grève du 24 h, du 19 mai, lancée par six syndicats à l'exclusion de F.O. et du S.A.T. demanda à être examinée de plus près. Dans de nombreux cas des travailleurs qui n'avaient pas participé à la grève du 12 mai participèrent à celle du 19. Pourtant, il est incontestable que les autobus et les rames de métro furent plus nombreux le 19 que le 12. C'est que se sont liés deux phénomènes contradictoires. D'une part le développement de l'unité d'action à la R.A.T.P. entraîna de nombreux travailleurs dans la grève de 24 h, ce qui ne pouvait se renouveler toutes les semaines ; quels moyens utiliser pour obtenir satisfaction ? Cette question demeurait sans réponse de la part des directions syndicales engagées dans la grève, et singulièrement de la part de la C.G.T. Ceci faisait peser lourdement les positions antisyndicales de F.O. et du S.A.T. D'autant plus qu'avait disparu la revendication mise à l'avant lors du précédent mouvement par la C.G.T. : un acompte de 4.000 fr. pour tous du manœuvre au conducteur.

L'Assemblée générale du 18 mai, convoquée par les syndicats composant le Comité d'Entente, a été démonstrative de cette volonté de ne pas fixer de perspective aux travailleurs de la R.A.T.P.

42 travailleurs du dépôt de Vaugirard avait mandaté un des leurs pour proposer que la lutte des travailleurs de la R.A.T.P. soit coordonnée avec celle des autres corporations, en particulier avec le gaz et l'électricité (qui devaient débrayer 24 h le mercredi 20) et si possible avec les cheminots. Son intervention fut délibérément sabotée par un chahut organisé : cris, sifflets, démarant au signal, persivité du président, etc. et il ne put s'exprimer que

PROPOSITION DE 42 TRAVAILLEURS DE VAUGIRARD C.G.T.-F.O.-INORGANISÉS

« Nous nous réunissons de la proposition de l'unité d'action dans notre corporation.

« Nous pensons qu'il est de l'intérêt de tous de la cimenter à la base par la formation de Comités d'Unité d'Action.

NOUS PROPOSONS D'EN FORMER UN IMMEDIATEMENT A VAUGIRARD

avec tous ceux qui voudront y participer, en le laissant ouvert à tous ceux qui voudront s'y joindre par la suite.

Nous pensons qu'il est de l'intérêt de toutes les corporations de coordonner leurs luttes. C'est pourquoi nous proposons une GREVE DE 24 HEURES en même temps que le gaz et l'électricité et, si possible, en même temps que les cheminots de fer, qui les uns et les autres se préparent à l'action.

Paris le 18 mai.

(Suivent quarante-deux signatures C.G.T., F.O. et inorganisés.)

grâce aux réactions de nombreux employés de la Régie écœurés par un tel spectacle. La réponse d'Allyn, secrétaire général du syndicat C.G.T., fut aussi symptomatique de la volonté d'empêcher que les travailleurs de la Régie ne lient leur lutte à celles des autres travailleurs. Il assimila la proposition des 42 travailleurs de Vaugirard aux positions des dirigeants F.O. et à celles de Clément ; il essaya d'expliquer qu'il s'agissait d'empêcher les travailleurs de la Régie de combattre pour leurs revendications. Lorsque le délégué des 42 travailleurs de Vaugirard demanda à répondre à cette campagne, le comité ne put motiver les choses au point, malgré les protestations de nombreux travailleurs, la parole lui fut refusée, et l'Assemblée générale se termina dans la tumulte. La proposition des camarades de Vaugirard ne fut pas mise aux voix.

Mais il ne suffit pas de saboter une proposition et l'intervention de celui qui est mandaté pour la défense, pour empêcher que la question qui se pose, ne continue plus à se poser.

Maintenant il est devenu impossible de continuer les grèves de 24 h isolément à la R.A.T.P. Que propose le Comité d'Entente, jusqu'à présent ? Absolument rien. Il essaye à tout prix d'engager des discussions avec le ministre des transports et la direction de la Régie, sans posséder, par ailleurs, aucun moyen d'action. Si bien que c'est l'impasse, et que le Comité d'Entente est désarmé vis-à-vis de la direction. Mais de plus, les dirigeants F.O., et Clément, en dépit de leurs positions de sabotage de l'unité d'action et de l'action des travailleurs de la Régie, en dépit du fait que de nombreux membres de leurs organisations se sont dressés contre eux et ont participé aux grèves de 24 h, peuvent espérer s'en tirer en limitant les dégâts. Car ils ne manquent pas de dire à leurs adhérents : Vous voyez que c'était une aventure puisque maintenant le cartel n'a plus aucun but, c'est de s'entendre avec la direction.

La seule solution qui, à la fois ferait plier la direction, ferait progresser l'unité d'action à la R.A.T.P., obligerait les dirigeants F.O. et Clément à rejoindre le Comité d'Entente ou à se discrediter complètement, est celle tracée par les 42 travailleurs de Vaugirard.

« A la suite de la grève « La Tribune Libre de la R.A.T.P. » montrant comment cette voie pouvait être suivie.

Le Comité d'Entente doit s'adresser aux autres corporations, aux bureaux confédéraux, en leur montrant de s'entendre pour unifier les luttes des travailleurs.

Il faut poursuivre la formation, en fonction de cet objectif, des Comités d'unité d'action. Il faut prendre l'initiative d'une Assemblée des Comités d'unité d'action de la R.A.T.P., ouvert aux Comités d'autres corporations qui voudront y participer, et dans laquelle seront envisagés les moyens propres à coordonner la lutte des travailleurs de la R.A.T.P. avec celle des autres corporations.

(CORRESPONDANT.)

S. P. E. L.

Réimpression de l'ouvrage introuvable de Léon TROTSKY :

La Révolution Permanente

1^{er} fascicule : 200 fr.

Les LEÇONS d'une LUTTE chez RENAULT

Le 6 mai se tenait l'assemblée des comités d'unité d'action de la métallurgie parisienne. Cette assemblée symbolisait les possibilités d'élargissement de la lutte (78 entreprises représentées) et aussi les possibilités d'élargissement du front unique, puisque les secrétaires fédéraux de chaque organisation syndicale étaient présents et prenaient la parole tour à tour en développant des positions unilatérales.

Le même soir, Lefebvre jetait 37.000 travailleurs à la rue, pour rendre inopérante la grève des travailleurs du département 74 et pour prévenir toute extension de la lutte à l'ensemble de l'usine et à d'autres entreprises de la région parisienne.

Les organisations syndicales convoquées par la direction, exigèrent la réouverture de l'usine, mais Lefebvre, en contrepartie, exigeait que les organisations donnent l'ordre de la reprise du travail, en particulier au dépôt 74.

Le 8 mai, 600 travailleurs du département 74 qui avaient reçu une convocation individuelle, représentaient le travail, allant vainement des directives précises du cartel intersyndical.

Le 12 mai, Lefebvre, croyant avoir définitivement maté les ouvriers du 74, faisait annoncer la réouverture totale de l'usine.

Le lendemain matin, à 9 heures, les travailleurs du 74 obéissent à Lefebvre à réviser ses conceptions sur leur capacité de lutte ; ils débrayèrent à nouveau unanimement pour exiger la levée des sanctions pour doute camarades menacés de licenciement, de mutation, ou de mesures diverses d'intimidation prises et dépourvues. Cette fois la direction était obligée de reculer, et levait les sanctions pour neul d'entre eux.

Le gouvernement et le patronat se froitent les mains de satisfaction. Apparemment tout est rentré dans l'ordre, en ce qui concerne la métallurgie. Et ils s'apprêtent à faire face avec sérénité à ces conflits des métallos de la marine marchande.

La grève de la marine marchande, des hôteliers, les préparatifs des cheminots, des travailleurs du métro-bus, restent un simulacré considérable pour les travailleurs de chez Renault et de la métallurgie. Mais tout ce potentiel s'écroule à mesure qu'il est sérieusement entamé, si le front unique s'effrite comme nous pourrions le craindre maintenant chez Renault.

Le front unique des organisations syndicales n'a de valeur et d'efficacité que s'il est maintenu par une pression constante de la base par l'intermédiaire des comités d'unité d'action.

Pendant le lock-out, des comités de lutte se sont constitués dans tous les départements. Ces comités de lutte qui représentent un nouvel acquis, une nouvelle garantie pour les prochains combats n'en sont pas moins insuffisants pour plusieurs raisons.

Tout d'abord parce qu'ils se sont constitués sur une base défensive au moment où Lefebvre préparait ses mesures pour déjouer le mouvement. Ensuite, parce qu'ils se sont cantonnés dans des tâches organisationnelles et administratives, au moment où dans une situation confuse, les travailleurs se posaient (et se posent encore) des questions sur les perspectives de la lutte.

Dès maintenant les comités de lutte doivent prendre la direction des départements pour les actions à mener.

D'autre part, à la dernière assemblée des comités d'unité d'action de la région parisienne R. Linet, secrétaire du syndicat Renault de la C.G.T., insistait particulièrement sur les actions de harcèlement qu'il présentait comme seule forme d'action valable dans la période présente...

Nous pensons quant à nous, qu'à aucun moment les actions de harcèlement ne peuvent représenter une fin, mais qu'elles doivent être les actions « PREPARATOIRES » pour un large mouvement d'ensemble. Les grèves tournantes restent un triste souve-

niir pour les travailleurs de chez Renault, et il ne faudrait pas renouveler des expériences aussi lamentables.

Hardjoun, secrétaire de la section Renault du P.C.F., répond consciemment ou inconsciemment à Linet lorsqu'il écrit dans le journal de la section du P.C.F. ces lignes que nous faisons nôtres :

« L'expérience de la lutte en cours nous enseigne que pour battre l'Etat patron et Lefebvre, il est indispensable de créer toutes les conditions d'un puissant mouvement unifié. ENTRAÎNER L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS dans de multiples actions chaque jour plus puissantes dans chaque atelier, département et bureau. L'ACTION DANS UN SEUL ATELIER PEUT ETRE MISE EN ECHEC SI ELLE RESTE ISOLEE. CE FUT EN PARTIE LE CAS POUR LA LUTTE MAGNIFIQUE DES ATELIERS DU 74 (1).

G. VAN BEVER.

(1) Les passages soulignés le sont par nous.

UN MANIFESTE DES METALLOS DE SAINT-NAZAIRE

De Saint-Nazaire, un correspondant ouvrier nous adresse un manifeste édité en commun par les syndicats des métallos C.G.T., C.F.T.C. et F.O. de la ville, en nous demandant de le publier.

Nous le faisons sans volontiers, ce manifeste exprimant la volonté ouvrière d'unification de la lutte et l'adoption partout d'un programme revendicatif vraiment commun.

CAMARADES METALLURGIQUES,

Les représentants des Syndicats des Métallos C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O., réunis en commun le mercredi 6 mai, rappellent que depuis septembre 1951, les salaires sont bloqués et que les patrons refusent d'appliquer la convention collective.

Nous le faisons sans volontiers, ce manifeste exprimant la volonté ouvrière d'unification de la lutte et l'adoption partout d'un programme revendicatif vraiment commun.

Malgré une production sans cesse accrue par l'accroissement des cadences, notre pouvoir d'achat s'amenuise constamment, alors que les bénéfices des entreprises ont été augmentés d'une façon considérable.

Consistant le développement de l'action revendicative, notamment chez RENAULT, chez les cheminots et parmi les artiliers de la Marine Marchande, nous avons estimé le moment venu d'appeler les métallurgistes nazairiens à l'action sur la base revendicative suivante :

- 25 francs d'augmentation de l'heure pour tous les métallurgistes, dans le cadre d'un nouvel accord sur les salaires ;
- respect de la convention collective actuelle, en octroyant à la dernière prime de 1.500 francs aux ouvriers des fondries ;
- dégrèvement de 100 francs par an pour tous les métallurgistes ;
- dégrèvement de 100 francs par an pour tous les métallurgistes, de 30.000 fr. au minimum ;
- retour à la semaine de 40 heures pour le même salaire que pour 48 heures ;
- salaire mensuel garanti basé sur 173 heures ;
- maintien du droit syndical et du statut des délégués du personnel, notamment par le respect de la liberté d'adhésion et le droit de réunions dans les entreprises ;
- libération immédiate des militants emprisonnés et cessation de toutes les poursuites ouvrières ;
- réunion immédiate de la commission supérieure des conventions collectives pour revivifier les relations inter-professionnelles ;
- satisfaction de ces revendications aurait pour effet de rendre nous pouvons d'obtenir au niveau de 1950.

Nous les soumettons à votre approbation. Les trois syndicats des Métallos demandent à tous les délégués de discuter avec vous de cette charte revendicative.

Les délégués des Métallurgistes, réunissez-vous par équipes, pour discuter de cet appel ; donnez votre point de vue aux délégués des trois syndicats.

Les élections prises en fonction de vos indications, vous seront ensuite soumises. Camarades Métallurgistes, considérez sur la base de ce manifeste l'UNITÉ réalisée entre les trois syndicats des métallos. Venez renforcer les organisations syndicales par votre adhésion.

Les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.-F.O. s'engagent à rester étroitement unis pour mener à bien l'action revendicative professionnelle que vous déterminerez vous-mêmes.

Camarades Métallurgistes, de grands événements se préparent.

Comme en 1935, il nous avons nous une, dans le respect des opinions de chacun, nous réunirons tous de grands victorieux, nous imposerons notre droit à la vie, dans le maintien de la Paix et des Libertés.